Contre l’intolérable, s’insurger

Mauvaise année 2018 qui annonce un saut dans l’intolérable, l’injustice sociale érigée en système. Pour les plus grands profits des plus riches, la clique Macron/LREM/MEDEF fait les poches des chômeurs/euses, des précaires, cette forme d’esclavage “moderne” que Macron entend généraliser, des retraitéEs plus malmenéEs que jamais et bien sûr des actifs/ves de plus en plus exploitéEs à leurs postes de travail. Toute cette politique exsude les valeurs du capitalisme : l’individualisme, la compétition, la concurrence, la fraude, la guerre de touTEs contre touTEs…

La guerre aux migrantEs, avec un acharnement criminel qui achève de faire mentir l’image d’Épinal de la France des droits humains. Cette France, qui est responsable de la situation dramatique des migrantEs par sa politique guerrière impérialiste, (néo)coloniale, et les tractations honteuses avec les fractions esclavagistes de Lybie… Le dégoût saisit de plus en plus de citoyenEs, mais guère au sein de la majorité parlementaire godillote et des media stipendiés.

La guerre à la jeunesse, par le harcèlement policier et judiciaire permanent et la remise en cause de la justice des mineurEs et aussi par la casse de la formation par Blanquer,Vidal… Avec un maître mot : “plus d’efficacité” (Pour qui ? Le patronat ? L’enseignement privé ?). Et donc encore moins d’égalité : à l’école et au collège nouveau coup de rabot sur les moyens et développement des inégalités territoriales ; attaque frontale de l’enseignement professionnel ; lycée modulaire et bac au rabais remplacé pour l’accès au supérieur par l’orientation dés le premier trimestre de terminale et par des “pré-requis” donnant à chaque université toute latitude pour sélectionner ses étudiantEs.

La guerre d’usure vis-à-vis du syndicalisme de luttes, en le compromettant dans des concertations dont le but est de cautionner et légitimer la politique rétrograde de Macron, de diviser le front syndical et de le contraindre à des mobilisations à postériori et décousues, inefficaces contre les attaques actuelles qui se succèdent à un rythme très rapide.

Heureusement qu’à côté des syndicats, parfois avec leur soutien, les luttes autonomes s’organisent.

Meilleure année 2018 qui annonce la survivance et le développement des résistances, des convergences et des solidarités : la grève de 45 jours, soutenue et victorieuse, des nettoyeuses des gares de Paris Nord ONET, mais aussi les victoires des Véolia de Clermont Ferrand, des Vélib de Paris, des livreurs/euses Deliveroo, les luttes de la restauration rapide et des hôtels de luxe… Plusieurs services publics se mobilisent (ONF, lycées et ensemble des secteurs de l’Éducation notamment en Seine-Saint-Denis, la Poste, l’hôpital…).

Contre la systématisation de la répression policière vis-à-vis des opposantEs, des jeunes et des migrantEs et contre l’état d’urgence permanent, la solidarité marque des points (les neuf de Poitiers, Délinquants solidaires, manifestation de Menton…). Des collectifs et des coordinations unitaires, des AG interpro, oeuvrent aux convergences des luttes.

Les milieux d’affaires, conscients de l’agression que représente la politique Macron, intègrent dans leurs préoccupations et leurs prévisions de profits les risques d’un mouvement social d’envergure (Natixis, Les Échos).

Ne les décevons pas !

Quand un pouvoir mène une politique inique c’est un devoir de s’insurger. On ne peut que se révolter contre l’injustice et les privilèges de classe et de caste, au travail, à l’école, dans les banlieues, partout. Et les syndicats doivent soutenir ces révoltes légitimes, informer sans délais sur

leur réalité et sur l’impératif de les renforcer face au danger des attaques et concourir à les unifier au plan revendicatif, comme au plan des perspectives d’extension et de centralisation.

Olivier Vinay, le 3 janvier 2018